

Communiqué de presse du 12 janvier 2023

ENTARTRAGE DE MADAME AMAUDRUZ

Attentat pâtissier : Regarder la réalité en faRce...

Face à la déferlante médiatique, le SSP tient à apporter son soutien au syndicat de la CUEA, condamné de toute part et par un front assez large de "personnalités politiques" (ou qui pensent l'être...) suite à la tentative manquée d'entartage contre la Conseillère nationale Céline Amaudruz.

Il est plutôt préoccupant de voir à quel point certain-es soignent le propos lorsqu'il s'agit de dénoncer des actes "violents" (une tentative manquée, il faut le rappeler), alors que leur silence est plutôt marqué face à d'autres faits "divers" bien plus dramatiques. Décidément, la plume et le verbe sont circonscrites à certaines causes. Une forme d'indignation sélective, en somme.

Ainsi, les soutiens affluent de toute part à l'endroit de Madame Amaudruz. Les grandes déclarations de principes claquent. La démocratie serait en danger. Si l'on peut s'interroger et/ou contester la méthode, il faut rappeler ce qu'est un entartage : une forme de condamnation publique par le ridicule qui vise des personnalités publiques. Certes, personne n'apprécie être l'objet d'un entartage. Mais de là à prétendre que la démocratie vacille, il faut savoir raison garder.

Évidemment, Madame Amaudruz, celle-là même qui contacte un Conseiller fédéral pour tenter de se sortir d'un contrôle de police après quelques verres de trop au volant, a saisi l'occasion. Dépôt de plainte, rappel au respect des institutions, de la loi, de sa personne et bien sûr... de la démocratie !

Parce qu'alors, en matière de respect de la démocratie, parlons un peu de la Conseillère nationale en question. Elle n'a pas hésité, il y a quelques semaines, à voter la remise en question du salaire minimum, piétinant ainsi le vote du peuple genevois. Ce même peuple qui, après débat, avait massivement voté pour une initiative populaire demandant l'institution d'un salaire minimum cantonal, initiative lancée par un collectif de citoyens et citoyennes et signée par un nombre conséquent de personnes faisant usage de leurs droits civiques et politiques... Madame Amaudruz (elle n'était pas la seule), oubliant certainement qu'elle n'était pas élue pour faire valoir ses intérêts ou ceux de son parti, mais pour représenter le peuple genevois au Parlement fédéral, a fait ce jour-là bien plus de mal à la démocratie que les quelques encagoulés qui ont failli l'entartre. Pour certains et certaines salarié-e-s du canton, notamment parmi les plus précaires, ce vote est une véritable tarte... à la gueule ! Elle aurait bien fait de s'en souvenir avant de s'indigner et de porter plainte.

Depuis le 12 janvier 2023, l'université se joint, elle-aussi, à la meute qui hurle, déposant ainsi à son tour une plainte pénale. Décidément, c'est l'Union sacrée contre les pâtissiers!

Il se raconte qu'en Belgique, l'entartage, un sport national, s'est muée à quelques reprises en "enfritage". Un premier ministre a ainsi été visé par le passé par une portion

de frites-mayonnaise. On peut se réjouir que l'option d'un "emmarmitage", quelques semaines après la fête de l'Escalade, n'est pas été l'option retenue par nos dangereux encagoulés. De surcroît si un modèle en fonte avait été envisagé !

Rappelons-le à nouveau : il ne fut question que de crème. On ne sait pas si elle était bio. Un détail qui n'aurait guère intéressé Madame la Conseillère nationale. Que ce soit elle, son nouveau ministre fédéral ou son parti, les questions écologiques ne sont pas vraiment une préoccupation à leurs yeux. Leur position à ce sujet, face à l'urgence climatique, ça, pour nous, ça ne passe pas crème.

Si besoin, nous recommandons à Madame Amaudruz de contacter le "philosophe" BHL, champion du monde en titre de l'entartrage. Il en aurait été "victime" à une dizaine de reprises. Il se murmure que lui n'aurait jamais déposé plainte... Sans doute aura-t-il des conseils à lui prodiguer, maintenant que Madame Amaudruz fait partie d'un (nouveau) club très privé, pas forcément prisé, à savoir celui des entartré-e-s.

En somme, toute cette affaire n'est qu'une tempête dans un verre de lait. Dont d'aucun et d'aucune se sont hâtivement emparé-es. Histoire de préparer les élections qui viennent et/ou profiter de l'occasion pour tenter de réduire au silence un syndicat engagé. C'est fort bien joué mais la ficelle est un peu grosse. La politique politicienne, décidément, ce n'est pas de la tarte...

Contact : Vincent Bircher, président du SSP Région Genève